

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Septembre-Octobre 2006 : n° 44

Editorial

Notre boussole

En ce début de campagne pour les élections présidentielles de mai 2007, il me semble nécessaire d'insister sur les idées directrices qui devraient guider notre réflexion, et nos actes, en cette circonstance.

Il n'est pas utile de rappeler que nous souhaitons nous situer dans la perspective d'un gaullisme aussi fidèle que possible à l'héritage que nous avons reçu du «système de pensée, de volonté et d'action» que le général de Gaulle a lui-même défini le 9 septembre 1968.

Certes, il ne s'agit pas pour nous de nous proclamer, même au nom de cette fidélité, les héritiers privilégiés d'une démarche qui, entrée dans l'Histoire, appartient désormais à l'ensemble du peuple français. Ce que nous voulons, c'est seulement fonder notre comportement et nos propositions sur l'authenticité, démontrée et prouvée, du message que nous a transmis de Gaulle à travers ses actes et ses écrits. Nous nous distinguerons ainsi à la fois de ceux qui ne voient dans le gaullisme qu'un opportunisme sans principes et de ceux qui ne le considèrent que comme l'habillage prestigieux d'une droite populiste, de filiation bonapartiste : ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra être demain une des pierres angulaires d'un vaste rassemblement républicain.

Chercherons-nous, pour autant, à brandir notre gaullisme comme une sorte de catéchisme qui nous permettrait d'apporter une réponse péremptoire à tous les problèmes qui se posent aujourd'hui à la France et au monde ? Certainement pas. Conscients, comme nous l'avons appris de Gaulle, qu'il faut toujours «épouser son temps», nous savons parfaitement que nous ne sommes plus en 1945, ni en 1958, ni en 1962,

ni en 1969, et que des problèmes nouveaux – d'une extrême gravité –, allant de la mondialisation au terrorisme international, du chômage de masse à une immigration incontrôlable, sont maintenant apparus, que le Général, avec tout son génie, ne pouvait pleinement concevoir. Mais nous considérons que son exemple et son enseignement pourraient être pour nous non seulement une référence mais aussi un instrument de choix pour nous aider à faire face aux difficultés de l'heure.

La France dispose, grâce à lui, d'une boussole exceptionnelle dans la tempête. Servons-nous en !

Bien entendu, nous aurons à préciser, dans les mois à venir, l'usage que nous pourrions en faire. Le débat est ouvert. Nous avons bien l'intention de nous y engager.

Jean CHARBONNEL

Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965



Nous voulons bien être des alliés, nous ne voulons pas être des satellites.

Général de Gaulle, 13 décembre 1953



NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire



Que voulait faire le Général de Gaulle en créant le RPF en 1947 ? Ses intentions ont tout de suite été caricaturées par la majorité dite de «troisième force» qui a dominé la IVe République. Louis Terrenoire, qui, déporté à Dachau, avait été un résistant exemplaire, puis qui fut député de l'Orne et secrétaire général du Rassemblement avant de devenir ministre du Général, a donné les vraies raisons de la démarche gaullienne :

«Faute de pouvoir rassembler la nation tout entière, le Libérateur invitait les Français à se retrouver dans un large regroupement, sans pour autant qu'ils rompent avec leurs familles politiques respectives. Etant donné la gravité des circonstances nationale et étrangère, le RPF agirait sous le signe de la double appartenance.

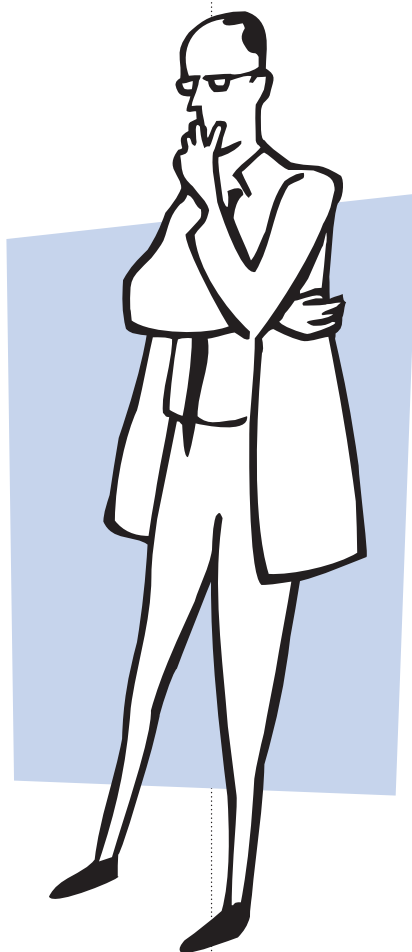
En dépit de cette disposition de franche ouverture, en dépit d'un noyau actif fourni par les anciens de la France Libre et par des militants issus de la Résistance, ce «début de rassemblement», selon une formule du Général lui-même, prit un mauvais départ. [...] Le fait qu'une retentissante victoire électorale ne conduisit pas de Gaulle à reprendre la direction de nos affaires tint au strict légalisme : des élections municipales ne sont pas faites pour cela ; la composition de l'Assemblée nationale n'en est pas changée pour autant et, même désavoué par la volonté populaire, le pouvoir reste en place. Ce qu'il fit. Le

président de la République, Vincent Auriol, non seulement refusa d'envisager une dissolution conforme à la légitimité démocratique, mais il allait, tout au contraire, concevoir son rôle comme celui d'un opposant déterminé et obstiné à un recours au général de Gaulle, logique, en l'occurrence, avec son parti d'origine, le parti socialiste, dit SFIO, mal guéri des tares qui avaient miné les institutions de la IIIe République jusqu'à les faire s'effondrer en 1940. [...]

La masse des électeurs du Mouvement républicain populaire, MRP, avait également basculé du côté du Général mais, en refusant de se rallier au Rassemblement, même pour une tâche limitée de salut public, ses dirigeants allaient entraîner la disparition, à terme, d'un mouvement qui avait obtenu ses succès initiaux et inattendus, en se réclamant de la fidélité à de Gaulle. [...] Si l'opposition du Mouvement républicain populaire à été un élément déterminant de l'échec du Rassemblement du peuple français, le régime des partis, qu'il ne cessa de cautionner jusqu'en 1958, fut le cancer qui entraîna sa propre fin. Triste revanche du destin».

Louis TERRENOIRE :
De Gaulle 1947-1954.

Pourquoi l'échec ?
Paris, Plon, 1981, p. 12-13



ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

A lire :

Pierre Manent. «La raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe», Gallimard, Paris, 2006.



Faire l'Europe», c'est d'abord la défaire. Si l'apogée du continent a aussi été le moment de sa diversification politique, la nouvelle Europe issue du traumatisme d'une guerre de trente ans (1914-1945) se singularise par la recherche d'une plus grande convergence. Récemment encore, le ministre des Affaires européennes, Catherine Colonna, regrettait le manque d'intégration et d'harmonisation au sein de l'Union européenne consécutif au «non» français du 29 mai 2005.

Pierre Manent, dans un court mais riche essai, revient sur ce paradoxe européen et l'éclaire en prolongeant le questionnement toquevillien sur l'évolution de la démocratie vers une égalité toujours plus grande des conditions. Mais cette «démocratie» peut-elle évoluer hors du cadre national sans attenter un jour à la liberté de chacun ?

Alors que l'Etat-nation a été la forme accomplie de la constitution de l'Europe, que la nation démocratique a été «la médiation des médiations» liant la communion au consentement des populations, l'auteur pointe une dérive de l'idée démocratique en Europe emportée par sa «passion de la ressemblance». Pour en rendre compte, Manent prend soin de distinguer deux versions de ce qu'il désigne comme deux «empires démocratiques». De part et d'autre de l'Atlantique, la démocratie est subjuguée par un nouvel universalisme dont l'ambition est de régler la question de l'ordre humain et de procéder à l'unification de l'humanité ici et maintenant. Quand la version américaine s'accommode du maintien des nations autour d'une nation centrale, la version européenne consacre «une démocratie sans peuple, c'est-à-dire une gouvernance démocratique très respectueuse des droits de l'homme mais détachée de toute délibération collective». Une telle démocratie est *non nationale*, débarrassée de toute dimension temporelle qui donne un sens à la vie collective.

Si la construction européenne a été, dans un premier temps, la réponse des vieilles nations démo-

cratiques au risque de la guerre et du déclin, elle a, depuis, sensiblement changé de nature. Maastricht et la création de l'Union européenne sont ainsi une étape marquante : «L'instrument se détacha des corps politiques nationaux. L'artifice prit une vie propre. «L'Europe» cristallisa en une idée dotée d'une légitimité supérieure à toute autre». «L'Europe» se retourne alors contre elle-même. Elle donne forme à une nouvelle aspiration «démocratique» qui porte ses charges contre l'Etat, dénoncé comme ultime obstacle à l'empire du semblable, parce qu'éminent, parce qu'institution, parce qu'historique. La démocratie est appelée à sortir du «paganisme national», à s'étendre sans fin dans l'ignorance de l'identité de l'Europe et de ses limites, à construire toujours plus haut cette nouvelle Europe : mais par quelle communion, quel consentement, quelle légitimité à tout cela ? Devenu destituant, le mouvement «démocratique» n'est pour autant jamais parvenu à être constituant. Le peut-il, ainsi défait de ce qui lui donnait corps ?

Cette transformation «impériale» du cadre démocratique affecte les deux modèles mais des deux, le plus malade est-il celui le plus souvent soumis à la vindicte parce que recourant à des actes de pleine souveraineté et n'ayant pas renoncé à la puissance ? Manent ne traite pas cette question mais sa lecture la suscite. Les maux dont souffrent l'Europe apparaissent plus profonds : «En dépouillant la nation de sa légitimité, le mouvement démocratique ramène au jour les communions d'avant la démocratie. Comment pourrions-nous vivre sans cette médiation ?», s'interroge-t-il. A la différence de l'Europe, les Etats-Unis considèrent toujours l'Etat-nation comme une institution indispensable ; la menace terroriste n'a pu que renforcer cette disposition. Le 11 septembre 2001 apparaît, en effet, comme un événement déterminant, moins par la dimension de l'acte terroriste que par la révélation qu'il contenait : «L'humanité présente est marquée par des *séparations* bien plus profondes, bien plus intraitables que nous le pensions». Une réalité politique face à

laquelle l'Europe a choisi d'être aveugle. Pour combien de temps encore ?

Dans la perspective dégagée par Manent, le «non» français gagne une intelligence que peu ont encore voulu lui reconnaître. Sonne-t-il pour autant le réveil de l'Europe ? Annonce-t-il le retour de l'Etat contre l'Empire ? Permet-il de reconnaître l'impossible unification de l'humanité ? Qui peut encore le dire ? Pourtant, «cette heureuse impuissance est la

condition de la liberté et de la diversité humaine», convient Pierre Manent : «La cité et l'Etat-nation sont les deux seules formes politiques qui ont été capables de réaliser, du moins dans leur phase démocratique, l'union intime de la *civilisation* et de la *liberté*. Il y eut de grands empires civilisés : même dans leurs jours les plus doux, ils ignorèrent la liberté».

Jérôme BALOGÉ

POINT DE VUE

Point de vue

Aux yeux de Jean-Pierre Gonon, Vice-Président délégué de l'association France-Algérie, il ne faut pas perdre de temps pour normaliser, sur tous les plans, les rapports entre l'Algérie et la France. Il n'est pas nécessaire de rappeler que cette association, créée en 1963 par Edmond Michelet avec le plein accord du général de Gaulle, n'a cessé d'œuvrer pour construire, au delà des drames du passé, une relation chaleureuse entre l'Algérie et la France, que l'Histoire et la Géographie imposent également.

L'association France-Algérie a choisi, comme elle l'avait fait en 2004, d'être présente à la 39e Foire internationale d'Alger, qui s'est tenue du 1er au 10 juin 2006.

Quels constats faire, et quelles conclusions tirer de ce bref séjour où il me fut possible d'avoir des entretiens avec les hommes d'affaires des deux bords de la Méditerranée et des responsables du Gouvernement algérien ?

Le premier constat qui s'impose d'emblée est que l'Algérie, forte d'une situation sécuritaire maintenant pratiquement normalisée, et d'indicateurs macro-économiques tous favorables, a retrouvé toute sa place dans l'économie internationale. 45 pays, représentés par plus de 1100 entreprises, aux

côtés de 84 entreprises publiques et 431 entreprises privées algériennes, ainsi que de nombreuses rencontres entre hommes d'affaires ou responsables politiques de différents pays et plusieurs initiatives annoncées à l'occasion de la Foire, comme la création d'un Comité mixte algéro-britannique, l'attestent.

Deuxième constat, qui a son importance dans le contexte actuel : plus de 700000 personnes ont visité la Foire, mais le pavillon le plus fréquenté était, de l'avis général, le Pavillon français et le modeste stand de France-Algérie y suscitait intérêt et sympathie.

Troisième constat : les relations économiques de l'Algérie avec la France demeurent particulièrement denses et n'ont pas encore souffert de la dégradation des relations politiques, mais elles restent principalement commerciales.

Notre pays est, de très loin, le 1er fournisseur de l'Algérie avec 22,14 % des importations algériennes, en 2005, devant l'Italie (7,47 %), les USA (6,68 %), l'Allemagne (6,18 %). Cependant, premier signe d'une concurrence qui se fait plus vive, la France perd 0,5 % de part de marché et nos exportations régressent de 30,9 % au 1er semestre 2006.

Mais, et c'est que relèvent au premier chef les autorités algériennes, face à ce flux d'exportations, nos investissements restent faibles (140 millions d'euros en flux) et l'Algérie n'est qu'au 40e rang bénéficiaire de nos investissements...

Il y a, dans cette situation, d'abord une anomalie, mais aussi un risque pour la relation franco-algérienne et un danger pour nos entreprises, dont elles n'ont pas toujours conscience.

Une anomalie, compte tenu de la densité de nos relations avec l'Algérie et de notre proximité géographique, culturelle et juridique.

Un risque dans la mesure où cette friabilité de nos investisseurs déçoit l'attente des autorités algériennes et compromet la nécessaire diversification de l'appareil de production de l'Algérie.

Mais aussi un danger pour nos entreprises elles-mêmes, car d'autres s'installeront en Algérie, qui ne tarderont pas à venir les concurrencer sur leurs propres marchés, en Europe ou dans les pays tiers.

La conclusion que l'on doit tirer de ces différents constats me paraît claire. Elle se résume, pour moi, en un mot d'ordre : «Le temps presse».

L'enjeu est, en effet, trop important : il ne s'agit pas seulement de l'avenir de la France et de l'Algérie, mais de la construction en Méditerranée d'une zone de paix, de solidarité et de prospérité partagées, dans laquelle le couple franco-algérien doit jouer un rôle déterminant.

Si les polémiques qui se sont développées à propos de la loi du 23 février 2005 ou les commémorations à la gloire de l'OAS, n'ont pas encore eu de répercussions sensibles sur l'attitude de la population algérienne, il en serait différemment si elles reprenaient et se prolongeaient.

Pour débloquer cette situation, il est urgent de reprendre, au plus haut niveau, un dialogue global et constructif avec l'Algérie : la campagne présidentielle qui s'amorce chez nous ne doit pas être un alibi à l'immobilisme, ni l'occasion d'une utilisation politicienne de la relation franco-algérienne.

La signature du traité d'Amitié viendra, le moment venu, consacrer et inscrire dans la durée ces relations nouvelles.

Dans la dynamique de la confiance retrouvée, il sera sans doute alors possible de trouver la formule qui, sans trahir l'Histoire, saura dénoncer les violences et les aliénations engendrées par le colonialisme, mais également reconnaître que des Français, entraînés souvent malgré eux dans un système dont certains furent aussi parfois les victimes, ont fait œuvre utile dans un pays qu'ils considéraient, à tort ou à raison, comme leur et qui continue souvent d'être cher à leur cœur.

Jean-Pierre GONON

DIALOGUES

Dialogues

1 *Où en est la construction européenne ?*

La Lettre d'Argos : Manifestement dans l'impasse.

On a beaucoup reproché aux partisans du «non» au traité constitutionnel de mai 2005 de ne pas avoir préparé un «plan B» pour assurer la suite au cas où ils l'emporteraient : et il est de fait que la diversité de leurs origines pouvait difficilement le leur permettre... Mais il est clair, un an et demi après l'affirmation de la volonté du peuple français, que les partisans du «oui» n'avaient rien préparé de leur côté, au cas où ils auraient été battus : il est vrai qu'ils étaient tellement convaincus qu'ils avaient raison et que le bon peuple obéirait docilement aux consignes de ses «élites» qu'ils

avaient considéré la consultation nationale comme une simple formalité de ratification !

Que peut-on faire aujourd'hui pour sortir de cette situation, alors que s'engage la campagne nationale pour les élections présidentielles ? Deux types de solutions semblent concevables.

Ou bien, tenter de faire approuver par la voie parlementaire un minimum de dispositions, parmi celles qui n'auraient pas soulevé de trop graves problèmes lors de la campagne de 2005. Mais les Assemblées, même renouvelées en 2007, peuvent-elles se substituer à la décision du peuple souverain, déjà consulté au suffrage universel ? Et où faire passer la limite entre les mesures jugées consensuelles et les autres ?

Ou bien, relancer la coopération européenne dans des secteurs limités, où elle pourrait se renforcer de façon significative. Mais pour faire quoi et avec qui ?

Les blocages demeurent donc pour l'instant. Et pourtant, il faudra bien sortir de cette situation, d'autant plus déplorable que, dans la consultation en cours des Vingt-Cinq pays de l'Union, les uns ont approuvé le traité en l'état, tandis que les autres s'y sont déjà opposés ou semblent décidés à le faire dans l'avenir.

Peut-être sera-t-il nécessaire de tout remettre à plat, si l'on veut un jour sortir de la paralysie.



2 *Que pensez-vous de la situation au Liban ?*

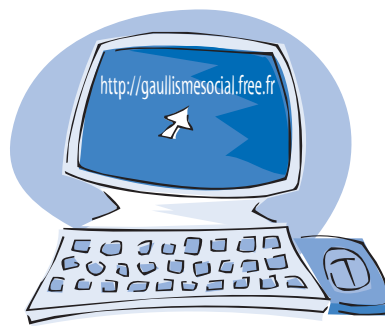
La Lettre d'Argos : Elle est encore insaisissable, malgré le début de mise en œuvre de la résolution 1701 de l'ONU. Car il reste beaucoup d'incertitudes sur l'attitude du Hezbollah, les réactions d'Israël, le déploiement sur le terrain des différents contingents de la FINUL. Il importe donc de demeurer vigilant pour l'avenir, dans une affaire redevenue essentielle pour l'équilibre du Moyen-Orient, le maintien de l'influence française en cette région, la paix du monde.

Il nous suffira aujourd'hui de nous féliciter de l'attitude adoptée par la France dans ce tragique conflit, en dépit de quelques hésitations et contradictions passagères. Nous poserons tout de même une question : pourquoi M. Chirac a-t-il d'abord proposé de donner à M. Solana, «haut représentant» de l'Union européenne pour la politique étrangère, une mission générale de négociation en vue du règlement de la crise, avant de prendre personnellement – et avec quel activisme ! – les choses en mains ? Sans doute a-t-il vite perçu qu'une diplomatie «européenne» était ici impossible, compte-tenu du suivisme pro-américain de l'Angleterre et du désir de se pousser en avant de l'Italie, et même de l'Espagne et de l'Allemagne. Mais pourquoi ne pas le reconnaître ? Pourquoi ne pas reconnaître que la création d'un «ministre européen des affaires étrangères» serait, actuellement du moins, une absurdité ? Ce n'est pas avec des faux-semblants de cette sorte que l'on relancera le projet européen. Ni l'apaisement au Liban ■

La vie d'Argos

Le réseau de nos lecteurs que nous avons souhaité structurer commence à se constituer. Nous renouvelons notre **Appel** pour que le mouvement se poursuive et s'amplifie.

Nous informons nos amis qui n'ont pu assister au colloque Chaban-Delmas à Bordeaux que les Actes complets de cette manifestation devraient être disponibles à la fin de l'année.



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Septembre-Octobre 2006, n° 6753